
[En provenance de Durban : appel à un moratoire sur REDD+](#)

Les pollueurs du monde ont, une fois de plus, bloqué la possibilité de prendre des mesures réelles contre le changement climatique. La 17e Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CdP 17) s'est terminée à Durban avec le lancement d'une nouvelle série de négociations (la Plateforme de Durban) dans le but de définir un nouveau régime. Cette décision représente un crime de lèse-humanité, puisque le fait de reporter toute action à 2020 rend possible que la température mondiale augmente de 4 degrés Celsius, sur la base des promesses de réduction des émissions faites à Cancún par les pays industrialisés pour la période 2012-2020.

Si rien n'a été fait pour parvenir à un accord contraignant sur la réduction des émissions, beaucoup d'efforts ont été fournis une fois de plus à Durban pour présenter REDD+ comme moyen d'avancer.

Les peuples indigènes qui participaient aux pourparlers de la CCNUCC, organisés dans l'Alliance mondiale des peuples indigènes et des communautés locales contre REDD et pour des formes de vie, ont demandé que l'on déclare un moratoire sur REDD+. Ils ont souligné que « les sources de financement des crédits de carbone de REDD+ viennent du secteur privé et des marchés du carbone, auxquels participent les industries extractives. Les marchés du carbone et REDD+ transforment nos territoires et nos forêts en dépotoirs de carbone, tandis que les plus responsables de la crise climatique ne s'engagent pas à réduire obligatoirement leurs émissions de gaz à effet de serre et continuent à gagner de l'argent. La Banque mondiale elle-même a signalé que 'les flux financiers nécessaires pour stabiliser le climat et pour s'y adapter proviendront surtout, à la longue, du secteur privé' ».

Le système REDD – ajouté au MDP – permettrait aux pays industrialisés « de compenser entre 24 et 69 % de leurs émissions... ce qui leur permettrait d'éviter de faire au plan national les réductions nécessaires pour que les émissions atteignent leur maximum aux environs de 2015 », a reconnu James Hansen, directeur de la NASA.

La plupart des forêts du monde se trouvent dans les terres et territoires de peuples indigènes. L'organisation dénonce que REDD+, tout comme le Mécanisme de développement propre (MDP), encourage la privatisation et la marchandisation des forêts, des arbres et de l'air par le biais des marchés et des crédits de carbone, « une hypocrisie qui ne va pas arrêter le réchauffement mondial » et qui pourrait aboutir au plus grand accaparement de terres de tous les temps.

L'appel au moratoire est fondé sur le principe de précaution qui dit : « lorsqu'une activité est susceptible de porter atteinte à la santé humaine ou à l'environnement, des mesures de précaution doivent être prises, même avant qu'un lien de cause à effet ne soit formellement établi sur le plan scientifique ». De plus en plus de rapports récents prouvent que « les peuples indigènes sont victimes de violations de leurs droits, dont le droit à la vie de ceux qui s'opposent à REDD+, par suite de la mise en œuvre de politiques et de programmes de type REDD+. Parmi ces violations figurent le déplacement forcé et la réinstallation involontaire, la perte de terres, territoires et ressources, des moyens d'existence, de la souveraineté et de la sécurité alimentaires, et l'imposition des soi-disant «

moyens de subsistance alternatifs » qui provoquent la séparation des nôtres de leurs communautés, de leurs cultures et de leurs connaissances traditionnelles. De la même manière sont violés nos droits au consentement libre, préalable et en connaissance de cause, à l'autodétermination et à l'autonomie, que la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples indigènes (UNDRIP) a consacrés. Il convient de signaler que les Nations unies elles-mêmes reconnaissent que REDD+ pourrait aboutir à « la fermeture des forêts ».

Le système REDD+ n'est pas seulement nuisible pour les peuples indigènes et les communautés locales, il endommage aussi l'environnement en encourageant par des incitations contreproductives la plantation industrielle d'arbres – y compris la plantation d'arbres génétiquement modifiés – qui est en train de remplacer les forêts indigènes, et donc d'accroître la déforestation.

Tandis que le carbone biotique – celui qui est stocké dans les forêts – ne peut jamais être l'équivalent climatique du carbone fossile maintenu dans le sous-sol, le dioxyde de carbone émis par le brûlage de combustibles fossiles augmente la concentration générale du carbone qui circule perpétuellement entre l'atmosphère, la végétation, les sols et les océans. La déclaration prévient que cette absence d'équivalence, parmi bien d'autres complexités, rend impossible la comptabilisation du carbone qu'implique REDD.

« REDD+ sabote le régime climatique et viole le principe des responsabilités communes mais différenciées qu'établit la CCNUCC. Les permis de pollution générés par REDD+ font obstacle à la seule solution viable contre le changement climatique : laisser le pétrole, le charbon et le gaz dans le sous-sol », conclut la déclaration.

L'appel de l'Alliance mondiale des peuples indigènes et des communautés locales contre REDD et pour la vie peut être lu sur : <http://climate-connections.org/?p=12488&preview=true> (en anglais), ou sur

: <http://www.carbonradewatch.org/art-culos/pueblos-indigenas-hacen-un-llamado-por-una-moratoria-sobre-redd.html> (en espagnol).